



ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Euthanasie

BIBLIOTHÈQUE DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC



DIRECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE
SECTION DE LA RÉFÉRENCE ET DE L'INFORMATION

BIBLIOGRAPHIE

No 130

Euthanasie

Bibliographie sélective

par

Claudette Robillard

Janvier 2010

TABLE DES MATIÈRES

AUSTRALIE	4
CANADA	4
EUROPE.....	9
ÉTATS-UNIS	10
FRANCE.....	11
OUVRAGES GÉNÉRAUX ET COMPARATIFS	15
QUÉBEC	17

AUSTRALIE

1. Syme, Rodney. **A good death : an argument for voluntary euthanasia**. Victoria, Australia : Melbourne University Press, 2008. xviii, 301 p.
HS MON 890 2008 (Biblio. min. Santé et Services sociaux)

« A Good Death is Rodney Syme's extraordinarily candid and controversial account of the many terminally ill people who he has assisted to end their lives. Over the past 30 years Syme, at first clandestinely and now publicly, has challenged the law on voluntary euthanasia, risking prosecution in doing so. He again risks prosecution for writing this book. A Good Death is a moving journey with those who came to Rodney Syme for help and a meditation on what it means to confront death in our culture. It is also a doctor's personal story about the moral dilemmas and ethical choices he faces working within the grey areas of the law. In A Good Death Rodney Syme argues for the end of the unofficial 'conspiracy' of silence within the medical profession and the decriminalisation of voluntary euthanasia in Australia. »

CANADA

2. Association des hôpitaux du Québec. **Avis sur le document de la Commission de réforme du droit du Canada : euthanasie, aide au suicide et interruption de traitement**. Montréal : Association des hôpitaux du Québec, 1983. 58 p.
HS RES 003 1983 (Biblio min. Santé et Services sociaux)

3. Boisvert, Marcel; Doucet, Hubert. **Le suicide assisté : un geste humain nécessaire?** *Relations*. No 701 (juin 2005), p. 28-29.
Disponible à l'adresse électronique http://www.culture-et-foi.com/dossiers/mourir_dans_la_dignite/boisvert_doucet.htm

« Le point de vue des auteurs sur les aspects juridiques, politiques et moraux de l'aide au suicide. »

4. Canada. Parlement. Sénat. Comité sénatorial spécial sur l'euthanasie et le suicide assisté; Neiman, Joan B. **De la vie et de la mort : rapport du Comité sénatorial spécial sur l'euthanasie et l'aide au suicide**. [Ottawa] : Le Comité, 1995. xi, 93, A178 p.
Également disponible à l'adresse électronique <http://www.parl.gc.ca/35/1/parlbus/commbus/senate/com-f/euth-f/rep-f/LAD-tc-F.HTM#Table%20des%20matieres>
HS GOU 282 1995 (Biblio min. Santé et Services sociaux)
R 726 C212 (Biblio. min. Justice)

« Un comité sénatorial spécial, constitué le 23 février 1994, a entrepris

d'examiner, pour en faire rapport, les questions juridiques, sociales et éthiques liées à l'euthanasie et à l'aide au suicide. Le Comité a entendu des témoins de toutes les régions du Canada pendant 14 mois, en plus de recevoir des centaines de lettres et de mémoires, ce qui laisse supposer que les points de vue exprimés constituent un échantillon représentatif. Cela n'a toutefois pas facilité la tâche de dégager un consensus. Même si les membres du Comité ont réussi à s'entendre sur de nombreux aspects de la pratique médicale et des soins de santé, leurs avis sont partagés sur les questions plus délicates de l'aide au suicide et de l'euthanasie. »

5. Canada. Parlement. Sénat. Sous-comité de mise à jour de "De la vie et de la mort"; Carstairs, Sharon; Beaudoin, Gérald- A.; Canada. Parlement. Sénat. Comité sénatorial permanent des affaires sociales des sciences et de la technologie. **Des soins de fin de vie de qualité : chaque Canadien et Canadienne y a droit : rapport final**. Ottawa : Le Sous-comité, 2000. viii, 74 p.

Également disponible à l'adresse électronique

<http://www.parl.gc.ca/36/2/parlbus/commbus/senate/com-f/upda-f/rep-f/repfinjun00-f.htm>

YC17-362 3-01F

Site du sous-comité: http://www.parl.gc.ca/common/Committee_SenHome.asp?Language=F&Parl=36&Ses=2&comm_id=62 (Contient des liens vers les ordres du jour des réunions et les fascicules des délibérations (procès-verbaux et témoignages))

Bibliogr. : p. 69-72.

« Le Sous-comité de mise à jour de De la vie et de la mort a été autorisé à examiner, dans les cinq ans suivant le dépôt du rapport, les progrès réalisés en matière de soins de fin de vie et à en faire rapport. Le Sous-comité a examiné en particulier les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations unanimes du rapport de 1995, du Comité spécial du Sénat sur l'euthanasie et l'aide au suicide, concernant les soins palliatifs, le traitement de la douleur, la sédation, l'abstention et l'interruption de traitement de survie, et les directives préalables. »

6. Commission de réforme du droit du Canada. **Euthanasie, aide au suicide et interruption de traitement**. Ottawa : La Commission, 1982. 89, 79 p. (Document de travail: 28).

J32-1 28-1982

Texte en français et en anglais disposé tête-bêche avec p. de t. suppl. et pag. séparée. Titre anglais: Euthanasia, aiding suicide and cessation of treatment.

« Ce document [...] poursuit des objectifs très précis et ceux-là seulement. Ils sont doubles. D'une part, examiner un certain nombre de problèmes d'ordre moral et juridique que posent la cessation de traitement et l'euthanasie, en analyser les conséquences et en voir les effets sur la règle de droit actuelle et sur celle qui pourrait être la nôtre dans une perspective de réforme. D'autre part, qui dit réforme dit également acceptation d'une orientation sociale

générale dont la règle de droit n'est qu'une manifestation. Ce document a donc pour second objectif d'examiner certaines questions fondamentales de politique sociale et d'amener ainsi les spécialistes de la question et le public canadien lui-même à discuter franchement du problème. »

7. Commission de réforme du droit du Canada. **Rapport sur l'euthanasie, l'aide au suicide et l'interruption de traitement.** Ottawa : La Commission, 1983. 37, 35 p. (Rapport: 20).
J31-40 1983

Texte en français et en anglais disposé tête-bêche avec p. de t. suppl. et pag. séparée. Titre anglais: Report on euthanasia, aiding suicide and cessation of treatment.

« La tâche de la Commission est [...] de formuler des recommandations sur l'ensemble du droit fédéral et particulièrement en droit criminel. Pour ce qui est de ce dernier, la Commission entend tout simplement fixer d'une façon aussi claire que possible la frontière de ce qui lui paraît être humainement et socialement acceptable. Elle entend proposer un standard de conduite minimal qui ne peut être transgressé sans, du même coup, être sujet à une sanction ayant pour but de rappeler l'existence des valeurs fondamentales reconnues par la loi. Il n'est dans l'optique de cette réforme, ni de chercher, par exemple, à réglementer la procédure de la prise de décision en matière de cessation de traitement, ni d'empêcher les individus ou les institutions de mettre sur pied des mécanismes permettant d'assurer non pas un respect minimal des règles, mais au contraire un développement optimal des valeurs incarnées. »

8. Commission de réforme du droit du Canada. **Rapport sur quelques aspects du traitement médical et le droit pénal.** Ottawa : La Commission, 1986. 19, 19 p. (Rapport: 28).
Version anglaise du rapport disponible à l'adresse électronique
<http://www.lareau-law.ca/LRCReport28.pdf>
J31-48 1986

Texte en français et en anglais disposé tête-bêche avec p. de t. suppl. et pag. séparée. Titre anglais: Report on some aspects of medical treatment and criminal law.

« Il a donc paru utile à la Commission [...] de produire un document de synthèse visant deux objectifs précis. Le premier est de réunir diverses recommandations éparpillées dans les travaux réalisés jusqu'à ce jour par la section de recherche sur la Protection de la vie. Le second est de présenter sous une forme systématique et organisée un ensemble de recommandations pouvant servir de base aux rédacteurs du nouveau code criminel ».

9. Keyserlingk, Edward W.; Commission de réforme du droit du Canada. **Le caractère sacré de la vie, ou, La qualité de la vie : du point de vue de l'éthique, de la**

médecine et du droit : étude. Ottawa : La Commission, 1979. ix, 231 p. (Série protection de la vie).
J32-3 20F

Également publié en anglais sous le titre: Sanctity of life, or, Quality of life : in the context of ethics, medicine and law : a study.

« Ce document poursuit quatre buts. En premier lieu, il cherche à décrire et à évaluer [...] quelques-unes des opinions et des tendances principales qui ont cours aujourd'hui dans les domaines apparentés, mais mal définis du caractère sacré de la vie et de la qualité de la vie; en deuxième lieu, il vise à proposer des choix raisonnés; en troisième lieu, il entend mettre en lumière certaines des implications et des priorités pour le droit et la réforme du droit qui se dégagent des études et des propositions faites du point de vue de l'éthique et des valeurs; il tente, enfin, de souligner et de favoriser l'interaction du droit et de la morale tout en attirant l'attention sur les différences qui peuvent les séparer sur le plan de leurs perspectives et de leurs priorités. »

10. Manitoba. Commission de réforme du droit. **Withholding or withdrawing life sustaining medical treatment.** Winnipeg : Manitoba Law Reform Commission, 2003. ii, 112 p. (Report: 109).

Également disponible à l'adresse électronique

<http://www.gov.mb.ca/justice/mlrc/reports/109.pdf>

347.127 R425 109

Résumé français disponible aux p. 109-112.

« This Report commences with a description of the medico/legal context in which the issue of withholding and withdrawing life sustaining medical treatment arises. It then identifies the stakeholders and their competing interests; reviews the responses to the Discussion Paper (Appendix A) outlining points of consensus and matters of contention; identifies the principles and policies on which the rules and procedures relating to end of life medical decision making should be based; evaluates and comments on the recent sample Policy of the College of Physicians and Surgeons of Manitoba on Withholding or Withdrawing Life-sustaining Medical Treatment (Appendix C) and, identifies the role of other health care institutions and associations in facilitating and supporting the end of life medical decision making process. It concludes with our recommendations. »

11. Martel, Joane. **Le suicide assisté : héraut des moralités changeantes.** Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2002. viii, 222 p. (Sciences sociales. Théories sociales: 27).

179.7 M376 2002

« En 1994, Sue Rodriguez se suicide avec l'aide d'un médecin après une intense bataille judiciaire en Cour suprême du Canada dont l'objet était la

décriminalisation du suicide assisté. Cette non-intervention du droit pénal est examinée en fonction du rôle que l'affaire Rodriguez a pu jouer dans la transformation des moralités au Canada. Dans ce livre, le suicide assisté de Sue Rodriguez est envisagé comme un "crime" utile (au sens durkheimien du terme), car il met en évidence une inconsistance entre les moralités dominantes inscrites dans le droit pénal et les conditions sociales qui ont rendu ce "crime" possible. »

12. Ordre des infirmières et infirmiers du Québec. **Euthanasie, aide au suicide et interruption de traitement : commentaires adressés à la Commission de réforme du droit du Canada.** [S.l.] : L'Ordre, 1983. 23 p. (Document de travail: 28).
XW 2 (Biblio ASSS Chaudière-Appalaches)

13. Prado, C. G. **Assisted suicide : Canadian perspectives.** Ottawa : University of Ottawa Press, 2000. xviii, 209 p. (Philosophica: 51).
Table des matières et aperçu du livre disponibles à l'adresse électronique <http://books.google.com/books?id=eph6vX4pFncC&lpg=PP1&ots=P1sRZfNxtI&dq=Assisted%20suicide%20%3A%20Canadian%20perspectives&hl=f&pg=PP1#v=onepage&q=&f=false>
179.7 '0971 A848 2000

« When it became possible to extend the dying process, it became necessary to decide when to stop doing so because of the enormous personal and social costs. But perspectives on "assisted suicide" vary greatly. Physicians see it as a medical issue, jurists as a legal issue, philosophers as a moral issue and the media as a political issue. These original essays show how these perspectives shape the ongoing debate. »

14. Sneiderman, Barney; Kaufert, Joseph M.; University of Manitoba. Legal Research Institute. **Euthanasia in the Netherlands : a model for Canada?** Winnipeg : Legal Research Institute of the University of Manitoba, 1994. viii, 108 p. (LRI contemporary issues: 5).
179.7 E911 1994

Documents présentés à une conférence tenue les 17 et 18 septembre 1992 à l'University of Manitoba.

Titre des conférences: « Euthanasia: Law Reform and Social Policy; Euthanasia in the Netherlands: the Legal Scene; Euthanasia in the Netherlands: the Medical Scene; Alberta Physicians' Perspectives on Euthanasia: Are They Ready to Accept Euthanasia?; Euthanasia and the Consumer Perspective; Psychiatric Perspective on Patient Requests for Euthanasia; Euthanasia and Mental Competency; Euthanasia Policy: Disabled Consumers' Perspectives; Understanding Suffering: An Antecedent to Euthanasia Policy; Excellent Palliative Care, Not Euthanasia; Pain, Suffering and AIDS; The Physician and the Dying Patient; Euthanasia

Safeguards: Legal and Socio-Political ».

15. Valiquet, Dominique; Tiedemann, Marlisa; parlementaires, Canada. Service d'information et de recherche. **L'euthanasie et l'aide au suicide au Canada**. Rév. le 17 juillet 2008. [Ottawa] : Bibliothèque du Parlement, Service d'information et de recherche parlementaires, 2008. 27 p. (Bulletin d'actualité: 91-9F).

Disponible à l'adresse électronique

<http://www2.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/919-f.pdf>

Ce document ayant été publié en 2008, on n'y traite pas du projet de loi C-389 déposé par la députée bloquiste Francine Lalonde et dont la première lecture fut faite à la Chambre des communes le 13 mai 2009. L'information relative à ce projet de loi (notamment son texte et son historique législatif) se trouve à la page <http://www2.parl.gc.ca/Sites/LOP/LEGISINFO/index.asp?Language=F&Session=22&query=5824&List=oc>

Table des matières: « Définition du sujet. Contexte et analyse: historique, considérations juridiques. Mesures parlementaires. Chronologie. Bibliographie sommaire. Jurisprudence ».

EUROPE

16. Arseneault, Michel. **L'Europe au coeur du débat**. *L'Actualité*. Vol. 29, no 19 (1er décembre 2004), p. 42-46.

« Le débat sur le suicide assisté dans les pays européens. »

17. France. Parlement (1946-). Sénat. Division des études de législation comparée. **Les droits du malade en fin de vie**. Paris : Service des études juridiques, Division des études de législation comparée, 2004. 38 p. (Documents de travail du Sénat. Série Législation comparée: LC-139).

Disponible à l'adresse électronique <http://www.senat.fr/lc/lc139/lc139.pdf>

« Cette évolution envisagée des droits du malade en fin de vie conduit à s'interroger sur la situation dans les pays étrangers. Les règles en vigueur en Allemagne, en Angleterre et au pays de Galles, en Belgique, au Danemark, en Espagne et en Suisse ont donc été étudiées. Selon que les pays étudiés ont ou non légiféré sur les droits du malade en fin de vie, l'analyse porte principalement sur la législation (Belgique, Danemark et Espagne), ou sur la jurisprudence et sur les règles internes à la profession médicale (Allemagne, Angleterre et pays de Galles, Suisse). Seules, les dispositions applicables au patient majeur ont été retenues. »

18. Dreifuss-Netter, Frédérique. **Malades en fin de vie : soins, éthique et droit**. *Problèmes politiques et sociaux*. No 926 (juillet 2006), p. 1-111.

« Dossier abordant les points suivants: éléments du débat éthique sur la prise en charge de la souffrance des personnes en fin de vie, accompagnement, soins palliatifs, euthanasie, suicide assisté; évolution du droit en France, avec la loi du 22 avril 2005, en Suisse, en Belgique et aux Etats-Unis; extraits du Code français de la santé publique et de la recommandation 1418 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. »

19. Griffiths, John; Weyers, Heleen; Adams, M. **Euthanasia and law in Europe**. Oxford, UK ; Portland, Or. : Hart Publishing, 2008. xlviii, 595 p.
HS MON 856 2008 (Biblio. min. Santé et Services sociaux)

« This book is a successor to J Griffiths, A Bood and H Weyers, *Euthanasia and Law in the Netherlands* (Amsterdam University Press 1998) which was widely praised for its thoroughness, clarity, and accuracy. The new book emphasises recent legal developments and new research, and has been expanded to include a full treatment of Belgium, where since 2002 euthanasia has also become legal. The book also includes descriptions written by local specialists of the legal situation and what is known about actual practice in a number of other European countries (England and Wales, France, Italy, Scandinavia, Spain, Switzerland). »

20. Maschino, Maurice T. **Des Pays-Bas à l'Espagne, le tournant**. *Monde diplomatique*. No 632 (Novembre 2006), p. 25.
Disponible à l'adresse électronique <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/11/MASCHINO/14136>

« Panorama des lois adoptées dans différents pays qui reconnaissent le droit à l'euthanasie et au suicide assisté pour les grands malades en fin de vie: Pays-Bas, Belgique, Suisse. »

ÉTATS-UNIS

21. Gendron, Louise. **L'Oregon bouscule l'Amérique**. *L'Actualité*. Vol. 29, no 19 (1er décembre 2004), p. 36-40.

« La loi permettant l'aide au suicide en Oregon et son application; les arguments pour et contre l'aide au suicide. »

22. State of Oregon. Department of Human Services. **State of Oregon Death with Dignity Act**. [Site Web consulté le 8 janvier 2010].
Disponible à l'adresse électronique <http://www.oregon.gov/DHS/ph/pas/>

« On October 27, 1997 Oregon enacted the Death with Dignity Act which allows terminally-ill Oregonians to end their lives through the voluntary self-

administration of lethal medications, expressly prescribed by a physician for that purpose. The Oregon Death with Dignity Act requires the Oregon Department of Human Services to collect information about the patients and physicians who participate in the Act, and publish an annual statistical report. ». Contient de l'information sur la loi, des liens vers de la documentation législative et administrative (incluant des rapports annuels statistiques), des communiqués de presse, des références bibliographiques et d'autres informations pertinentes.

FRANCE

23. **La fin de vie : droit des malades et accompagnement.** *La France à la loupe.* (Septembre 2006), p. 1-4.

Disponible à l'adresse électronique http://www.ambafrance-at.org/IMG/pdf/fin_de_vie.pdf

« Fiche synthèse sur cette problématique en France: historique, législation, soins palliatifs, bibliographie (rapports, dossiers, articles, législation dans d'autres pays). Contient de nombreux hyperliens. »

24. France. Conseil d'État. **La révision des lois de bioéthique.** Paris : Documentation française, 2009. 144 p.

Également disponible à l'adresse électronique <http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2009/07/1006106.pdf>
SS GOU 309 2009 (Biblio. min. Santé et Services sociaux)

Section "Accompagner la fin de vie", p. 103-118.

« À l'heure où se tiennent les États généraux de bioéthique, le Conseil d'État rend publics ses travaux sur la révision des lois de bioéthique. Ce nouveau rapport fait ainsi le point sur les avancées scientifiques et les demandes sociales apparues depuis 2004, avec les préconisations du Conseil. Les sujets abordés portent sur les questions éthiques émergeant au fur et à mesure de l'avancée des techniques médicales : cellules souches et "statut" de l'embryon humain ; diagnostic prénatal et diagnostic préimplantatoire ; assistance médicale à la procréation et droits de l'enfant ; tests génétiques et droits des personnes ; dons, prélèvements et conservation d'éléments du corps humain et encadrement éthique ; accompagnement de fin de vie et soins palliatifs ; relations avec les pays en développement dans les domaines de la recherche et du soin. Fruit de réflexions et d'échanges d'un groupe de travail réunissant sous la direction de Philippe Bas, médecins, juristes, universitaires et chercheurs reflétant la diversité des composantes professionnelles et intellectuelles de la société, cette étude du Conseil d'État sur la bioéthique se révèle indispensable pour tous ceux qui veulent mieux comprendre les nouveaux enjeux des questions bioéthiques. »

25. France. Mission d'évaluation de la Loi no 2005-370 du 22 avril 2005; Leonetti, Jean. **Rapport d'information fait au nom de la Mission d'évaluation de la Loi no 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie, et présenté par Jean Leonetti, député.** Paris : Assemblée nationale, 2008. 2 v. p. (Rapport d'information: 1287).
Également disponible à l'adresse électronique
<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i1287-t1.pdf>
<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i1287-t2.pdf>
328.44 D637 13/1287

Tome 1: rapport; tome 2: auditions.

« La loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie s'est attachée à définir les procédures de limitation et d'arrêt de traitement des patients, qu'ils soient ou non en fin de vie et qu'ils puissent ou non exprimer leur volonté. Ce texte a proscrit l'acharnement thérapeutique, exigé transparence et collégialité médicale dans les procédures d'arrêt de traitement et imposé qu'en pareille situation les patients bénéficient des soins palliatifs. Cependant à la suite d'une douloureuse affaire où une femme atteinte d'une tumeur des sinus a demandé à la société une assistance au suicide, des questions se sont fait jour sur la pertinence de cette loi. Le Premier ministre confiait alors à votre rapporteur, qui avait présidé en 2003-2004 la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie ayant débouché sur la loi du 22 avril 2005, le soin d'évaluer celle-ci. Conjointement le Président de l'Assemblée nationale, M. Bernard Accoyer chargeait votre rapporteur d'une mission identique.»

26. France. Mission d'évaluation sur l'accompagnement de la fin de la vie; Leonetti, Jean. **Rapport fait au nom de la Mission d'évaluation sur l'accompagnement de la fin de la vie: président et rapporteur M. Jean Leonetti, député.** Paris : Assemblée nationale, 2004. 2 v. p. (Rapport d'information: 1708).
Disponible aux adresses électroniques
<http://www.assemblee-nationale.fr/12/pdf/rap-info/i1708-t1.pdf>
<http://www.assemblee-nationale.fr/12/pdf/rap-info/i1708-t2.pdf>

Tome 1: rapport; tome 2: auditions. Aussi connu sous le nom de "Respecter la vie, accepter la mort".

« Créée le 15 octobre 2003 [...], la Mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie a tenté en huit mois d'appréhender l'ensemble des problèmes posés par la fin de vie. Composée de 31 membres représentant toutes les sensibilités politiques, elle a procédé à 81 auditions organisées en cinq cycles, qui ont inspiré la rédaction de ce rapport. Elle a entendu ainsi successivement des historiens, des philosophes, des sociologues, des représentants des religions monothéistes et des représentants des loges maçonniques, des représentants des professions de santé et du monde associatif, des juristes et enfin des responsables politiques. [...] La mission s'est efforcée à travers ce rapport de répondre à trois questions: quel

est le regard de notre société sur la mort ?; quelles sont les attentes de notre société ?; quelles sont les réponses possibles aux attentes de notre société ? »

27. France. Parlement (1958-). Assemblée nationale. Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie; Gorce, Gaëtan; Leonetti, Jean. **Rapport fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (no 1882) de M. Jean Leonetti et plusieurs de ses collègues relative aux droits des malades et à la fin de vie.** Paris : Assemblée nationale, 2004. 63 p. (Documents législatifs: 1929).

Également disponible à l'adresse électronique

<http://www.assemblee-nationale.fr/12/pdf/rapports/r1929.pdf>

328.44 D637L 12/1929

« Reflet du consensus qui a animé depuis l'origine les travaux de la mission d'information, ce texte, adopté à l'unanimité de ses membres, contient pour l'essentiel trois séries de dispositions, qui complètent le code de la santé publique: les actes médicaux ne devraient pas être poursuivis par une obstination déraisonnable, lorsqu'il n'existe aucun espoir réel d'obtenir une amélioration de l'état de la personne et que ces actes entraînent une prolongation artificielle de la vie; les droits des malades seraient renforcés par la définition des procédures de limitation ou d'arrêt de traitement et par l'obligation faite aux médecins de recourir, en pareille situation, aux soins palliatifs; enfin, les obligations palliatives des établissements de santé devraient recevoir une concrétisation plus effective. »

28. Hennezel, Marie de; Mattéi, Jean-François; France. Ministère de la santé de la famille et des personnes handicapées. **Mission fin de vie et accompagnement.** Paris : La Documentation française, 2003. 161 p.

Disponible à l'adresse électronique

<http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/03/801862.pdf>

« Dans le cadre du débat sur l'euthanasie et pour comprendre la façon dont la société et les professionnels de santé appréhendent les enjeux de la fin de vie, Marie de Hennezel propose tout d'abord un état des lieux. De ce constat ressortent plusieurs éléments parmi lesquels le besoin de clarifier les termes du débat, d'harmoniser les pratiques, la nécessité de former et de soutenir les équipes ou encore le sentiment d'angoisse et de désarroi de la population face à la mort. La seconde partie du rapport présente les propositions de l'auteur qui, sans pour autant changer la loi, ont pour but de clarifier le débat, de renforcer les soins palliatifs et d'améliorer les pratiques professionnelles. D'autres propositions s'orientent vers une politique volontariste et cohérente de la formation des professionnels de santé, une meilleure compréhension des situations limites, un droit à l'information et au dialogue sur sa mort et enfin une culture de l'accompagnement. »

29. Leonetti, Jean. **Vivre ou laisser mourir : respecter la vie, accepter la mort.** Paris : Michalon, 2005. 138 p.
179.7 '0944 L583 2005

« Comment appréhender la fin de vie dans une société - la nôtre - où la mort ne fait plus partie de la vie, n'est plus acceptée comme le terme naturel? Jean Leonetti est député et médecin: c'est à ce double titre qu'il a présidé, au sein de l'Assemblée nationale, la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie. Créée le 15 octobre 2003, après l'été caniculaire et la mort de Vincent Humbert, elle s'est attachée à appréhender cette problématique complexe et taboue, sans a priori, à l'écoute d'historiens, de philosophes, de médecins, de religieux, de juristes. C'est cette plongée dans l'humain, qui a finalement suscité plus d'interrogations que de réponses, que raconte Jean Leonetti. Tout le propos de ce livre est de nous rassembler sur une question douloureuse et si contemporaine, et d'expliquer qu'on peut concilier la liberté de choisir sa mort et le respect de la vie. »

30. Maschino, Maurice T. **Un temps pour vivre, un temps pour mourir : euthanasie, une autre "exception française"?** *Monde diplomatique*. No 632 (Novembre 2006), p. 24-25.
Disponible à l'adresse électronique
<http://www.monde-diplomatique.fr/2006/11/MASCHINO/14134>

« Panorama des divers problèmes éthiques que pose l'euthanasie; état de la pratique de l'euthanasie (passive, indirecte et active) en France et dénonciation de l'hypocrisie des décideurs politiques qui refusent le débat sur sa légalisation alors que la très grande majorité des Français y est favorable. »

31. Ricot, Jacques. **Une loi exemplaire sur la fin de vie.** *Esprit*. No 6 (Juin 2005), p. 119-129.

« Retour sur la chaîne des événements qui a mené à l'adoption à l'unanimité par l'Assemblée nationale française de la Loi relative aux droits des malades et à la fin de la vie; examen de détail de ses principales dispositions qui permettent à la fois un plus grand respect de la volonté des patients et une protection juridique du corps médical sans légaliser l'euthanasie; examen de l'applicabilité de cette loi au cas de Vincent Humbert, à l'origine du processus qui a mené à la loi, et interrogations sur le statut de l'alimentation artificielle. »

OUVRAGES GÉNÉRAUX ET COMPARATIFS

32. **Le bien mourir.** *Gérontologie et société*. No 108 (2004), p. 10-220.

Disponible à l'adresse électronique

<http://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe-2004-1.htm>

Numéro thématique. Quelques articles: « Les mots de la fin de vie : cessation de traitement, sédation, euthanasie active et passive, en quoi ces mots heurtent-ils notre droit français ? / Marie-France Callu; Le droit de mourir / Suzanne Rameix; Limitation et arrêt thérapeutique / Marianne Desmedt; Euthanasie: la situation française / René Schaerer; Le contexte historique et éthique de la législation belge en matière d'euthanasie / Étienne Vermeesch; Changer la mort / Jean Cohen ».

33. **La « bonne mort ».** *Frontières*. Vol. 20, no 1 (Automne 2007), p. 3-122.

Table des matières complète et résumés disponibles à l'adresse électronique

<http://www.erudit.org/revue/fr/2007/v20/n1/index.html>

Biblio. min. Santé et Services sociaux

Numéro thématique. Quelques articles: « Mourir dans la dignité : un défi pour l'humain, un lieu pour Dieu ?, p. 12-21; Le système politique belge et la gestion des questions éthiques : le cas de l'euthanasie, p. 40-46; Les enjeux liés à la légalisation de l'euthanasie et du suicide assisté au Canada, p. 47-51; Dans quelles conditions est-il acceptable ou non de mourir par euthanasie ?, p. 69-75; Changements dans les pratiques médicales de fin de vie : durant le processus de légalisation de l'euthanasie en Belgique, p. 76-80; Faciliter la communication en temps opportun des volontés relatives à l'intensité des soins : un projet prioritaire du Comité de bioéthique, p. 81-85; Soins palliatifs et fin de vie : état de la question au Québec, p. 86-88; Maladie d'Alzheimer et droits des personnes en fin de vie dans les législations européennes, p. 89-92; Le débat sur le droit de choisir l'aide médicale à mourir, p. 97-98; Une courte et très personnelle entrée en matière sur le droit de choisir, p. 99; Réflexion sur l'euthanasie, p. 100-102; Quand la vie donne envie d'euthanasie, p. 103-104 ».

34. AFEAS. **Suicide assisté: choisir pour soi?** Montréal : AFEAS, 2007. 29 p. (Guide d'animation 2006-2007: Cahier B).

Disponible à l'adresse électronique

<http://www.afeas.qc.ca/wp-content/uploads/2006/11/Suicideassiste.pdf>

« Objectif: réfléchir sur la question du suicide assisté, pour mieux se faire une idée ». Table des matières partielle: « Le suicide assisté: vers une définition. Démunis face à la mort? Choisir de quitter ce monde. Vivre jusqu'au bout. Les soins aux mourants: un aperçu. Portraits d'ailleurs [Pays-Bas]. Un survol des autres pays [Suisse, Oregon, Belgique]. Que faire face à

la maladie? En guise de conclusion. Sources documentaires. »

35. Ars, Bernard; Montero, Étienne. **Euthanasie : les enjeux du débat**. Paris : Presses de la Renaissance, 2005. 282 p.
179.7 '0944 E91 2005

« Cet ouvrage aborde, loin de toute passion, les multiples aspects de cette vaste et délicate question : traitements de la douleur et de la souffrance, analyse des législations des États autorisant l'euthanasie, et réflexion éthique sur la dignité de la fin de vie - qui soulignera la dimension sociopolitique de l'euthanasie. »

36. Chalifoux, Danielle. **L'euthanasie volontaire active et le rôle de l'état**. Maîtrise en droit. Montréal : Université McGill. Institut de droit comparé, 1998. 206 p.
Disponible à l'adresse électronique
<http://www.collectionscanada.gc.ca/obj/thesescanada/vol1/QMM/TC-QMM-21677.pdf>

« Il nous est apparu que les décideurs (soit les législateurs ou les juges des cours de dernière instance) craignent beaucoup les effets non recherchés que pourrait engendrer un élargissement des lois à l'égard de l'euthanasie. En effet, ils redoutent qu'une décriminalisation partielle, qui permettrait l'euthanasie volontaire active dans certaines circonstances, mène à des abus si grands qu'il n'est pas souhaitable que l'État crée une exception médicale au Code criminel. [...] La crainte des abus nous semble donc être l'obstacle le plus grand à l'encontre de la volonté populaire maintes fois exprimée. Nous essaierons d'apporter à cette préoccupation légitime, un éclairage que nous souhaitons objectif. Enfin, nous tenterons de définir dans quelle forme l'État pourrait intervenir en cette matière, sans que soit remis en cause le droit de ceux qui s'opposent à l'euthanasie volontaire active, et assurer la mise en oeuvre de mesures de contrôle efficaces. »

37. Duchesne, Sara-Emmanuelle. **Euthanasie et suicide assisté : en quête d'une mort digne**. *Présence magazine*. Vol. 17, no 133 (octobre 2008), p. 17-22.

« Principaux arguments du débat éthique entourant l'euthanasie et le suicide assisté; rappel de quelques cas médiatisés, soit ceux de Robert Latimer et Sue Rodriguez au Canada et celui de Vincent Humbert en France. »

38. Génétique.org. **Dossier euthanasie - soins palliatifs**. [Site Web consulté le 8 janvier 2010].
Disponible à l'adresse électronique
http://www.genethique.org/doss_theme/dossiers/euthanasie/acc.euthanasie.htm

« Quelques définitions. Fiches pédagogiques. Pratique de l'euthanasie dans

différents pays (Allemagne, Angleterre, Australie, Belgique, Danemark, Espagne, États-Unis, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie). Textes de référence (France, Europe, recommandations des "professionnels" de la fin de vie). Les bulletins Génétique sur ce thème ».

39. Lewis, Penney. **Assisted dying and legal change / Penney Lewis**. Oxford ; Toronto : Oxford University Press, 2007. xxxii, 217 p.
Table des matières et introduction disponibles à l'adresse électronique
<http://fds.oup.com/www.oup.com/pdf/13/9780199212873.pdf>
HS MON 885 2007 (Biblio. min. Santé et Services sociaux)

« A unique comparative study of the regulation of euthanasia and assisted suicide, including coverage of the legal regimes in the UK, USA, Canada, The Netherlands, Belgium, Australia and France. Offers an original argument for a more subtle understanding of the impact of the particular legal justification for assisted dying. Examines the failure of recent cases arguing for the legality of euthanasia under human rights law. »

40. Valiquet, Dominique; Tiedemann, Marlisa; parlementaires, Canada. Service d'information et de recherche. **L'euthanasie et l'aide au suicide : expériences internationales**. Rév. le 17 juillet 2008. [Ottawa] : Bibliothèque du Parlement, Service d'information et de recherche parlementaires, 2008. 18 p. (PRB 07-03F).
Disponible à l'adresse électronique
<http://www2.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/prb0703-f.pdf>

« Le présent document fait état de la situation dans les pays qui autorisent déjà l'aide médicale au suicide ou l'euthanasie (ou des deux) dans certaines circonstances et des mesures prises par certains pays pour encourager une plus grande acceptation de ces pratiques. Il résume également certains événements ayant alimenté le débat sur le sujet ». Pays étudiés: États-Unis (incluant le Death with Dignity Act de l'Oregon), Royaume-Uni, Pays-Bas, Australie, Belgique, Suisse, France, Luxembourg. »

QUÉBEC

41. **Le suicide assisté**. *RND: Revue Notre-Dame*. Vol. 103, no 10 (novembre 2005), p. 1-29.
Contenu disponible en partie à l'adresse électronique
<http://www.revue-rnd.qc.ca/0510.html>

Numéro thématique. Contenu: « Quitter volontairement l'existence [bref portrait statistique du suicide et du suicide assisté dans le monde; quelques-uns de leurs aspects éthiques et moraux] / Jean-Claude Leclerc, p. 2-5 -- Ce que nous apprend l'histoire [sur l'aide au suicide, de l'Antiquité à nos jours] / Jean-Claude Leclerc, p. 6-8 -- Le dilemme de l'aide au suicide [les enjeux

éthiques et les dérives potentielles de l'aide au suicide] / Jean-Claude Leclerc, p. 9-10 -- Entre le respect de la vie et la compassion... [les réponses médicales, juridiques et sociales au suicide et au suicide assisté] / Jean-Claude Leclerc, p. 12-14 -- Sujets graves [trois sites Web d'intérêt sur les thèmes du suicide et du suicide assisté] / François Gloutnay, p. 15 -- Que feriez-vous? [entretien avec Laurent Laplante et Michel T. Giroux sur les conditions et les aspects juridiques et éthiques de l'aide au suicide] / Brigitte Trudel, p. 16-26. »

42. Ayoub, Joseph; Bourque, André; Ferrier, Catherine; Lehmann, François; Morais, José. **Non à l'euthanasie et au suicide assisté: aucune condition particulière ne les justifie: mémoire présenté au Collège des médecins du Québec.** [s.l.] : [s.n.], 2009. 8 p.

Disponible à l'adresse électronique

<http://www.cqv.qc.ca/sites/default/files/Non%20%20l'euthanasie.%20version%20finale%20revue%202027-8.pdf>

« Mémoire présenté par 5 médecins au Collège des médecins du Québec dans lequel ils présentent 9 arguments pour lesquels l'euthanasie et le suicide assisté ne devraient pas être dépénalisés au Canada selon eux. »

43. Béland, Jean-Pierre. **Mourir dans la dignité? : soins palliatifs ou suicide assisté, un choix de société.** Québec : Presses de l'Université Laval, 2008. 140 p. (Enjeux éthiques contemporains).

Table des matières disponible à l'adresse électronique

http://www.pulaval.com/pdf/tdm/9122_Mourir_dans_la_dignite_TDM.pdf

HS MON 826 2008 (Biblio min. Santé et Services sociaux)

R 726 M931 2008 (Biblio. Cécile-Rouleau)

p. 123: « Témoignage d'un médecin, Yves Bolduc »

« Cet ouvrage répond aux exigences d'information, de débat public et de réflexion aidant à l'explication et à la résolution de ce dilemme soulevé par la demande de mourir dans la dignité en situation de fin de vie. Il situe la réflexion et le débat dans l'horizon d'une «liberté responsable» en bioéthique, afin de favoriser le respect de la dignité de la personne, un accent plus important étant mis sur les conditions de son autonomie de choix. »

44. Boulanger, Viateur; Durand, Guy. **L'Euthanasie : problème de société.** Montréal : Fides, 1985. 140 p. (Collection Vie, santé et valeurs: 1).
174.24 E91 1985

« Problème de société, l'euthanasie ne laisse personne indifférent, encore moins les intervenants du monde de la santé qui sont en contact quotidien avec la souffrance et la mort. Dans ces milieux, non seulement la pratique face au "mourir" n'est pas homogène, mais elle est mal connue. D'où l'intérêt de la première partie de l'ouvrage qui présente un sondage, suivi d'une

analyse, sur les perceptions que médecins, infirmières et aumôniers ont de la pratique des hôpitaux de Montréal et du Québec. La seconde partie de l'ouvrage présente différentes études qui abordent certains problèmes fondamentaux posés par l'euthanasie. Ces textes portent une attention spéciale aux dimensions éthiques, juridiques et économiques de l'euthanasie. »

45. Bujold, Michel-Wilbrod. **Le don de la mort : tuer peut-il devenir un acte d'amour.** Montréal : Trait d'union, 2003. 168 p.
179.7 B932 2003 (Biblio. Sûreté du Québec)

46. Collège des médecins du Québec. **Le médecins, les soins appropriés et le débat sur l'euthanasie: document de réflexion.** Montréal : Collège des médecins du Québec, 2009. 7 p.

Disponible à l'adresse électronique

http://www.cmq.org/fr/public/profil/commun/AProposOrdre/~media/AED768B8F3D94A119ED32B787EDE6259.ashx?sc_lang=fr-CA&11008

« Nous proposons essentiellement de réorienter le débat sur l'euthanasie dans une autre direction : celle des « soins appropriés en fin de vie ». Car c'est bien ainsi que la question se pose pratiquement. Maintenant que plusieurs interventions médicales s'avèrent plus utiles que prévu en fin de vie, il devient difficile de soutenir que certaines d'entre elles devraient être interdites, sans autre forme de procès. Le défi à relever est plutôt de s'assurer que les soins prodigués seront les plus appropriés possibles. Or au Québec, nous avons développé certains outils pour relever ce défi qui se pose aussi bien au début qu'en fin de vie, ou tout au cours de la vie. Plutôt que de légiférer pour interdire ou garantir certains soins en fin de vie, pourquoi ne pas miser sur le processus décisionnel lui-même, comme on a appris à le faire pour tous les autres soins ? »

47. Collège des médecins du Québec. Groupe de travail en éthique clinique. **Pour des soins appropriés au début, tout au long et en fin de vie.** Montréal : Collège des médecins du Québec, 2008. 50 p.

Disponible à l'adresse électronique

http://www.cmq.org/fr/public/profil/commun/AProposOrdre/~media/AED768B8F3D94A119ED32B787EDE6259.ashx?sc_lang=fr-CA&11008

« Produit d'un groupe de travail consultatif composé majoritairement de médecins expérimentés, suite à des échanges nourris par des lectures ciblées et à l'audition de témoignages de cliniciens oeuvrant sur le terrain et reconnus pour leur expertise, ce document n'a pas d'autres prétentions que de vouloir contribuer à l'avancement de la réflexion sur certaines situations cliniques limites (mais de plus en plus courantes) et, le cas échéant, à l'élaboration de positions que le Collège des médecins pourrait vouloir prendre pour la qualité des soins à maintenir et la bonne pratique de ses

membres dans ces situations. Un énoncé des prises de position recommandées au Conseil d'administration précédera donc le rapport faisant état de la réflexion du groupe de travail. »

48. Garnier, Emmanuèle. **Dossier spécial: débat sur l'euthanasie.** *Le médecin du Québec*. Vol. 44, no 12 (Décembre 2009), p. 1-15.
 Disponible à l'adresse électronique
http://www.fmoq.org/Documents/MedecinDuQuebec/décembre-2009/001-099Syndi1209_v2.pdf

Sommaire: « Faut-il autoriser l'euthanasie? La majorité des omnipraticiens serait d'accord, p. 1-3, 14. Collège des médecins du Québec: euthanasie et soins appropriés en fin de vie, p. 14-15. » « L'heure de débattre de l'euthanasie est arrivée. La majorité des omnipraticiens estime que le recours à cette extrémité devrait faire partie des soins offerts en fin de vie. Un grand nombre de leurs confrères spécialistes sont du même avis. »

49. Lachance, Micheline. **Ces morts qui dérangent.** *L'Actualité*. Vol. 29, no 19 (1er décembre 2004), p. 26-34.

« Le débat sur le suicide assisté pour les malades et l'euthanasie au Québec; l'inaction du gouvernement fédéral sur cette question; le cas de Manon Brunelle, atteinte de sclérose en plaques, qui a dû aller en Suisse pour accomplir son suicide assisté et qui raconte son histoire dans un documentaire-choc diffusé à Télé-Québec. »

50. Lambert, Pierrette; Lecomte, Micheline; Association québécoise de soins palliatifs; Québec (Province). Ministère de la santé et des services sociaux. Direction des communications. **Le citoyen : une personne-- du début à la fin de sa vie : rapport Lambert, Lecomte sur l'état de situation des soins palliatifs au Québec pour l'Association québécoise de soins palliatifs : rapport principal.** Québec : Direction des communications du Ministère de la santé et des services sociaux, 2000. 1 v. (pag. multiple). p.
 Également disponible à l'adresse électronique
<http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/00-805/rappprinc.pdf>
 S2A1 A31 L34 2000

Également connu sous le titre: Rapport Lambert, Lecompte
 Connu également sous le titre : Commission Clair

« Un cadre théorique rigoureux a été conçu et utilisé pour les activités réalisées au cours de cette de recherche d'envergure : entrevues avec des experts, enquête dans le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau communautaire, consultation publique et tournée des régions du Québec (groupes de discussion, visites et rencontres). »

51. Lambert, Pierrette; Lecomte, Micheline; Association québécoise de soins palliatifs; Québec (Province). Ministère de la santé et des services sociaux. Direction des communications. **Le citoyen : une personne-- du début à la fin de sa vie : rapport Lambert, Lecomte sur l'état de situation des soins palliatifs au Québec pour l'Association québécoise de soins palliatifs: rapports des profils régionaux.** Québec : Direction des communications du Ministère de la santé et des services sociaux, 2000. 17 v. p.
Également disponible à l'adresse électronique
<http://msssa4.msss.gouv.qc.ca/fr/document/publication.nsf/0/314e95bcb8760f988525691b00526ea8?OpenDocument>
S2A1 A31 L34 2000 Prof.rég.

[1]. Profil régional 01 Bas-Saint-Laurent -- [2]. Profil régional 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean -- [3]. Profil régional 03 Québec -- [4]. Profil régional 04 Mauricie et Centre-du-Québec -- [5]. Profil régional 05 Estrie -- [6]. Profil régional 06 Montréal-Centre -- [7]. Profil régional 07 Outaouais -- [8]. Profil régional 08 Abitibi-Témiscamingue -- [9]. Profil régional 09 Côte-Nord -- [10]. Profil régional 10 Nord-du-Québec -- [11]. Profil régional 11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine -- [12]. Profil régional 12 Chaudière-Appalaches -- [13]. Profil régional 13 Laval -- [14]. Profil régional 14 Lanaudière -- [15]. Profil régional 15 Laurentides -- [16]. Profil régional 16 Montérégie -- [17]. Profil régional 18 Terres-Cries-de-la-Baie-James.

52. Marois, Pauline; Hivon, Véronique; Drainville, Bernard. **Conférence de presse de Mme Pauline Marois, chef de l'opposition officielle, Mme Véronique Hivon, porte-parole de l'opposition officielle en matière de justice, et de M. Bernard Drainville, porte-parole de l'opposition officielle en matière de santé motion portant sur le droit de mourir dignement, le jeudi 3 décembre 2009.** Québec : s.n., 2009. 7 p.
Disponible à l'adresse électronique
<http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2009/12/1017448.pdf>

53. Massé, Brigitte; Fondation Jean-Charles-Bonenfant. **Politique et bioéthique sur la scène publique canadienne et internationale de 1972 à 2000 : essai présenté à la Fondation Jean-Charles-Bonenfant, Assemblée nationale.** Québec : La Fondation, 2000. 128 p.
A11A8 F652 M38 2000

Voir chap. V, l'euthanasie et l'aide au suicide, p. 68-79: « Petite histoire canadienne du débat sur l'euthanasie: projets de lois, sondages, principaux cas soulevés devant les tribunaux; Politique et euthanasie à travers la vitrine des quotidiens québécois: un débat encore bien jeune; L'euthanasie à travers le monde; Euthanasie et politique canadienne »

LISTE DES TITRES PARUS**DANS LA SÉRIE « BIBLIOGRAPHIES »**

- No 1 Privatisation/Gilberte Boilard (octobre 1986) - 50 p. [Épuisé]
- No 2 Déréglementation/Vy-Khanh Nguyen (décembre 1986) - 121 p. [Épuisé]
- No 3 Charte de la langue française : Loi 101/Gilberte Boilard (janvier 1987) - 62 p. [Remplacé par le no 23]
- No 4 Les nouveaux libéralismes économiques/Joëlle Desjardins (mars 1987) - 48 p. [Épuisé]
- No 5 Politique de l'habitation/Vy-Khanh Nguyen (mai 1987) - 54 p. [Épuisé]
- No 6 Réforme de la taxe foncière/Joëlle Desjardins (avril 1987) - 10 p. [Épuisé]
- No 7 Politique industrielle/Joëlle Desjardins (mai 1987) - 28 p.
- No 8 Francophonie/Gilberte Boilard (mai 1987) - 78 p. [Épuisé]
- No 9 Équité salariale/Marie-France Boulet (mai 1987) - 17 p. [Épuisé]
- No 10 Réforme fiscale/Joëlle Desjardins (juillet 1987) - 39 p. [Épuisé]
- No 11 Politique de l'environnement/Marie-France Boulet (octobre 1987) - 41 p.
- No 12 Organisation policière/Gilberte Boilard (décembre 1987) - 26 p.
- No 13 Subventions agricoles, 1980-1987/Joëlle Desjardins (décembre 1987) - 23 p.
- No 14 Le Whip/Joëlle Desjardins (février 1988) - 11 p.
- No 15 Discipline de parti/Gilberte Boilard (avril 1988) - 23 p.
- No 16 Clause nonobstant, 2^e édition/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (juin 1993) - 50 p.
- No 17 Heures d'affaires dans les établissements commerciaux le dimanche/Gilberte Boilard, Nicole Dufresne (novembre 1988) - 8 p.
- No 18 Municipalités régionales de comté/Gilberte Boilard (décembre 1988) - 12 p.
- No 19 Relations entre le Québec et les États-Unis/Guy Dionne (décembre 1988) - 5 p.
- No 20 Privatisation des services de santé 1985-1988/Joëlle Desjardins (février 1989) - 13 p.
- No 21 L'accord du Lac Meech, 3^e édition/Joëlle Desjardins (décembre 1990) - 68 p.
- No 22 Privatisation 1986-1988, 2^e édition/Gilberte Boilard (décembre 1988) - 52 p.
- No 23 Charte de la langue française (Loi 101), 2^e édition/Gilberte Boilard (septembre 1988) - 115 p.

- No 24 Charte de la langue française (Loi 101), (septembre 1988 - septembre 1992)/Gilberte Boilard (septembre 1992) - 120 p.
- No 25 Avortement : prises de position et aspects juridiques/Gilberte Boilard (mai 1989) - 43 p.
- No 26 Entreprises internationales, transnationales et multinationales/Johan Nadeau (janvier 1988) - 64 p.
- No 27 Politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés/Nicole Dufresne (juillet 1989) - 39 p.
- No 28 Adoption internationale 1980-1989/Joëlle Desjardins (août 1989) - 12 p.
- No 29 Référendums (1979-1989), 2^e édition/Nicole Dufresne (novembre 1989) - 50 p.
- No 30 Taxe sur les produits et services (Phase II du Livre blanc sur la réforme fiscale)/ Gilberte Boilard (novembre 1989) - 31 p.
- No 31 Chartes, déclarations, recommandations et ententes concernant l'environnement/Nicole Dufresne (décembre 1989) - 17 p.
- No 32 L'État et les personnes âgées/Guy Dionne (février 1992) - 21 p.
- No 33 Édition du livre au Québec 1980-1990 (mise à jour du Biblio Éclair no 49 paru en décembre 1980 : "L'industrie de l'édition au Québec")/Gilberte Boilard (janvier 1990) - 20 p.
- No 34 Ombudsman - Statut, rôle, pouvoirs, organisation/Joëlle Desjardins (février 1990) - 48 p.
- No 35 Conflits d'intérêts 1988-1990/Gilberte Boilard (avril 1990) - 46 p.
- No 36 Gestion des déchets domestiques/Nicole Dufresne (avril 1990) - 39 p.
- No 37 Statut de l'artiste/Gilberte Boilard (juin 1990) - 92 p.
- No 38 Développement durable/Nicole Dufresne (juin 1991) - 23 p.
- No 39 Le vieillissement de la population - 1980-1991/Joëlle Desjardins (septembre 1991) - 39 p.
- No 40 Le député québécois/Nicole Dufresne (juin 1991) - 37 p.
- No 41 L'accès aux documents des organismes publics 1980-1991/Gilberte Boilard (octobre 1991) - 81 p.
- No 42 L'informatique dans les Parlements (2^e édition)/Joëlle Desjardins (mars 1994) - 31 p.
- No 43 La vie privée et l'informatique/Maria Buttazoni (décembre 1991) - 44 p.
- No 44 Bibliothèques parlementaires : histoire, fonctions, services/Gilberte Boilard et Jean-Luc Fortin (février 1992) - 78 p.
- No 45 Référendums (1989-1992)/Nicole Dufresne (août 1992) - 22 p.
- No 46 La présidence des Assemblées parlementaires/Joëlle Desjardins (juin 1993) - 146 p.
- No 47 Les femmes et la politique aujourd'hui/Deirdre Moore (juin 1993) - 24 p.
- No 48 Le financement des partis politiques/Nicole Dufresne (novembre 1993) - 24 p.
- No 49 L'administration des parlements/Joëlle Desjardins (février 1994) - 29 p.

- No 50 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus, 1990-1994/Gilberte Boilard (février 1994) - 41 p.
- No 51 Le personnel des parlements 1975-1994/Joëlle Desjardins (mai 1994) - 46 p.
- No 52 Décroissance des fonctions publiques/Patrick Cossette (juin 1994) - 14 p.
- No 53 Réforme parlementaire 1980-1995/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (juin 1995) -102 p.
- No 54 L'accord du lac Meech septembre 1992 à novembre 1995/Joëlle Desjardins (janvier 1996) [*Cette bibliographie complète le no 21 - 3^e édition publié en septembre 1992*] - 33 p.
- No 55 Parlement et médias 1985-1996/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (mai 1996) - 12 p.
- No 56 Charte de la langue française - septembre 1992 - septembre 1996/Gilberte Boilard (octobre 1996) - 70 p.
- No 57 Privatisation de l'eau/Gilberte Boilard (décembre 1996) - 11 p.
- No 58 L'imputabilité/Joëlle Desjardins, Guy Dionne (janvier 1997) - 56 p.
- No 59 Francophonie 1987-1997/Gilberte Boilard (février 1997) - 23 p.
- No 60 Le Lobbying 1985-1997/Gilberte Boilard (juillet 1997) - 33 p.
- No 61 Ombudsman 1990-1997/Joëlle Desjardins (juillet 1997) - 25 p. [Mise à jour du no 34]
- No 62 Obstacles à la participation politique des femmes 1987-1997/Gilberte Boilard (janvier 1998) - 31 p.
- No 63 Parlement et médias 1996-1998/Service de référence, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (mars 1998) - 8 p. [Mise à jour du no 55]
- No 64 Discipline de parti 1988-1998/Gilberte Boilard (novembre 1998) - 20 p. [Mise à jour du no 15]
- No 65 Le Whip 1988-1998/Joëlle Desjardins (novembre 1998) - 9 p. [Mise à jour du no 14]
- No 66 La Présidence des Assemblées parlementaires/Joëlle Desjardins (avril 1999) - 22 p. [Mise à jour du no 46]
- No 67 Modes de scrutin 1980-2001/Gilberte Boilard et Susanne Brillant (février 2002) - 57 p. [2^e édition augmentée]
- No 68 Les nouvelles formes de travail/Nicole Dufresne (août 1999) - 51 p.
- No 69 Le commerce électronique (1995-1999)/Marie-Hélène Fournier (oct. 1999) - 22 p.
- No 70 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus 1994-1999/Gilberte Boilard (décembre 1999) - 32 p.
- No 71 Référendums (1992-1999)/Marie-Hélène Fournier (décembre 1999) - 37 p.
- No 72 Démocratie électronique 1995-1999/Joëlle Desjardins (février 2000) - 23 p.
- No 73 Le rôle du député (1991-2000)/Joëlle Desjardins (février 2000) - 27 p.
- No 74 Revenu de citoyenneté/Gilberte Boilard (février 2000) - 12 p.
- No 75 Organisation mondiale du commerce et mondialisation (1996-2000)/Marie-Hélène Fournier (mars 2000) - 24 p.

- No 76 La crise de confiance envers la classe politique (1990-2000)/Gilberte Boilard (avril 2000) - 32 p.
- No 77 Réforme parlementaire (1995-2000)/Gilberte Boilard (mai 2000) - 27 p.
- No 78 Culture, identité nationale et mondialisation : documents publiés entre 1994 et 2000/Marie-Hélène Fournier (juin 2000) - 21 p.
- No 79 Les commissions parlementaires 1990-2000/Joëlle Desjardins (avril 2001) - 41 p.
- No 80 Vote électoral par Internet/Gilberte Boilard (mai 2001) - 7 p.
- No 81 Vote électronique dans les parlements/Marc Audet (juin 2001) - 7 p.
- No 82 Le capital social/Nicole Dufresne (août 2001) - 12 p.
- No 83 Les bibliothèques parlementaires, histoire, fonctions, services 1992-2002/Gilberte Boilard (juin 2002) - 17 p.
- No 84 Administration du Parlement 1994-2002/Joëlle Desjardins (septembre 2002) - 10 p.
- No 85 Le lobbying 1997-2002/Gilberte Boilard (octobre 2002) - 12 p. [Mise à jour du no 60]
- No 86 Les soins palliatifs 1991-2002/Luc Boudreau (mars 2003) - 11 p.
- No 87 Les budgets sexospécifiques 1999-2003/Joëlle Desjardins (mars 2003) - 10 p.
- No 88 Les Parlements à l'heure de la mondialisation 1996-2003/Gilberte Boilard - Joëlle Desjardins et Marie-Hélène Fournier (avril 2003) - 10 p.
- No 89 Logement social 1980-2000/Marie-Hélène Fournier (avril 2002) - 13 p.
- No 90 Mesures incitatives à l'accès des femmes aux fonctions électives 1992-2003/Gilberte Boilard (août 2003) - 13 p.
- No 91 Démocratie électronique 1999-2003/Luc Boudreau (septembre 2003) - 11 p. [Mise à jour du no 72]
- No 92 Les parlements et les technologies de l'information 1999-2003/Joëlle Desjardins (octobre 2003) - 18 p.
- No 93 Le financement des universités 1995-2003/Susanne Brillant (décembre 2003) - 26 p.
- No 94 Réformes administratives 1995-2003/Gilberte Boilard (octobre 2003) 19 p.
- No 95 Le déséquilibre fiscal 1999-2003/Joëlle Desjardins (janvier 2004) - 6 p.
- No 96 L'exode rural des jeunes au Québec et au Canada 1995-2003/Luc Boudreau (octobre 2003) - 5 p.
- No 97 Partenariats public-privé 2000-2004/Gilberte Boilard (septembre 2004) 17 p.
- No 98 Partenariats public-privé-secteur Eau 2004/Gilberte Boilard (octobre 2004) 15 p.
- No 99 Commissions parlementaires/Marie-Hélène Fournier 2000-2004, novembre 2004 14 p.
- No 100 Modes de scrutin 2002-2004/Marie-Hélène Fournier (mars 2005) 19 p.

- No 101 La présidence des Assemblées parlementaires 1993-2005/Joëlle Desjardins (avril 2005) 31 p. [Mise à jour du no 66]
- No 102 Perception des citoyens des institutions politiques/Gilberte Boilard (mai 2005) 18 p. [Mise à jour du no 76]
- No 103 Vote électronique et vote électoral par Internet/Martin Pelletier (mai 2005) 21 p. [Mise à jour du no 80]
- No 104 Réforme parlementaire/Joëlle Desjardins (mai 2005) 31 p. [Mise à jour du no 53 (1980-1995) et du no 77 (1995-2000)]
- No 105 Rôle du député 2000-2005/Gilberte Boilard (juin 2005) 26 p. [Mise à jour des nos 40 et 73]
- No 106 Discipline de parti 1999-2005/Joëlle Desjardins (juillet 2005) 29 p. [Mise à jour du no 64 (1988-1998)]
- No 107 Transfuges au sein des partis politiques/Joëlle Desjardins (juillet 2005) 23 p.
- No 108 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus 2000-2005/Martin Pelletier (septembre 2005) 30 p. [Mise à jour du no 50 (1990-1994) et du no 70 (1994-1999)]
- No 109 Jeunes et vie politique/Gilberte Boilard (novembre 2005) 23 p.
- No 110 Éducation à la citoyenneté 1996-2006/Gilberte Boilard (janvier 2006) 22 p.
- No 111 Les services gouvernementaux en ligne/Martin Pelletier (mars 2006) 47 p.
- No 112 Droit de vote à 16 ans/Gilberte Boilard (mai 2006) 10 p.
- No 113 Protection des dénonciateurs (Whistleblowers) dans la fonction publique/Eugène Lakinsky (septembre 2006) 15 p.
- No 114 Immigration. Sélection et intégration des immigrants/Eugène Lakinsky (novembre 2006). 19 p.
- No 115 Charte de la langue française/Gilberte Boilard (novembre 2006) 52 p.
- No 116 Poursuite stratégique contre la mobilisation publique/Eugène Lakinsky (février 2007) 17 p.
- No 117 Accommodements raisonnables en matière religieuse/Gilberte Boilard (avril 2007) 34 p.
- No 118 États-Unis: système politique, politique étrangère, sécurité et système de santé/Eugène Lakinsky (avril 2007) 18 p.
- No 119 Relations « Québec – États-Unis »/Eugène Lakinsky (avril 2007) 23 p.
- No 120 Le fédéralisme/Martin Pelletier (mai 2007) 75 p.
- No 121 Relations « Canada – États-Unis »/Eugène Lakinsky (mai 2007) 26 p.
- No 122 Charte des droits et libertés/Gilberte Boilard (août 2007) 19 p.
- No 123 Autochtones/Gilberte Boilard (février 2008) 37 p.
- No 124 Francophonie/Gilberte Boilard (mars 2008) 26 p. [Mise à jour des nos 8 et 59]
- No 125 Itinérance/Claudette Robillard (septembre 2008) 30 p.

No 126 Décrochage scolaire/Gilberte Boilard (février 2009) 29 p.

No 127 Code d'éthique/Samuel Archambault (juin 2009) 19 p.

No 128 Jeunes et vie politique/Samuel Archambault & Gilberte Boilard (juin 2009) 38 p.

No 129 Administration des Parlements (1994-2009) /Joëlle Desjardins & Gilberte Boilard (novembre 2009)
12 p. [Mise à jour des nos 49, 51 et 84]

No 130 Euthanasie/Claudette Robillard (janvier 2010) 21 p.

Bibliothèque de l'Assemblée nationale
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A3